Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2020-685** **05/11/2020**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidatures : 5 postes au titre de la mobilité dite du "2ème cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :
- 1 poste d'ingénieur.e de recette
Date limite de candidature : 19/11/2020

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer :
- 1 chef.fe de service adjoint.e productions de diversification
Date limite de candidature : 30/11/2020.

FranceAgriMer :
- 1 poste de chef.fe. unité budgétaire et contrôle interne
Date limite de candidature : 30/11/2020.

Office français de la biodiversité :
- 1 poste de chargé.e d'exécution budgétaire
Date limite de candidature : 03/12/2020.

Mise à disposition auprès de la FAO (Rome) :
- 1 poste d'expert.e élevage durable
Date limite de candidature : 04/12/2020.

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)
Direction des opérations

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil-sous-bois cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

INGENIEUR DE RECETTE (F/H)

N° du poste : M10058 **Catégorie :** A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Cotation RIFSEEP : 3**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'Agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second piliers de la PAC. La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Ce système est techniquement développé par un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA. Rattachée à la DSDA, la direction des opérations (DDO) a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac. La direction des opérations (DDO) est organisée en plusieurs services et secteurs dont celui en charge de la « Recette des SI » auquel est rattaché le poste.
Objectifs du poste	Ce secteur a en charge la recette des services construits au sein du système informatique Isis-TelePAC. La mission consiste à vérifier la bonne conformité du logiciel aux besoins métiers exprimés dans un contexte marqué par un faisceau de contraintes très fortes en matière d'obligation de résultats et de respect des délais. En moyenne, un déploiement hebdomadaire d'une version majeure est effectué. Pour l'administration, les utilisateurs finaux se trouvent dans les départements (DDT), les régions (DR de l'ASP, DRAAF), l'administration centrale (ASP, Ministère de tutelle), les conseils régionaux, auxquels se rajoutent les agriculteurs et leurs représentants. L'ingénieur de recette prend en charge la validation fonctionnelle d'un ou plusieurs modules informatiques des systèmes informatiques Isis-TelePAC. Cette validation se fait au regard des spécifications et éventuellement des expressions de besoin. Il aura reçu préalablement une formation de la part des référents fonctionnels de la

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">direction des opérations sur la nature des évolutions qu'il aura à homologuer.

Au final, il devra, en collaboration avec son chef de secteur, se prononcer sur le déploiement ou non des modules informatiques aux utilisateurs finaux. De ce fait, il est le garant de la qualité des fonctionnalités livrées auprès des utilisateurs finaux, et à ce titre, a un rôle primordial au sein de notre organisation.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">− Planifier, organiser et définir l'ensemble des plans de test de la recette (non régression, fonctionnelle, robustesse,…).
− Préparer l'ensemble des jeux de données nécessaires.
− Assurer la traçabilité et la reproductibilité de l'ensemble des tests à effectuer (gestion du référentiel de test).
− Dérouler et exécuter les scénarii de test.
− Valider les fonctionnalités logicielles au regard du résultat des tests et des spécifications.
− Reporter sur l'avancement de la recette.
− Emettre, suivre et recetter les fiches d'anomalies</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">− Services métiers
− Maîtrises d'œuvre
− Autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>− Expérience probante de plusieurs années dans l'homologation de logiciels (éventuellement progiciels) informatiques.
− Maîtrise avérée des méthodes d'homologation de logiciel informatique, et idéalement des outils JIRA, CONFLUENCE, @_Colaborative.
− Connaissance appréciée de la méthode UML.
− La connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus.
− Maîtrise des outils bureautiques.
− Diplômé en informatique universitaire ou ingénieur (Bac +3 à +5).</td><td>− Appétence pour l'homologation de logiciel informatique selon un prisme fonctionnel.
− Aptitude à communiquer et à travailler en équipe ;
− Esprit de synthèse et de rigueur ;
− Volonté de s'investir dans les processus métiers.
− Disponibilité, discrétion, abnégation et adaptabilité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2"><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u>
− Monsieur Guilhem BRUN – Directeur de la DSDA– <u>guilhem.brun@asp-public.fr</u> Tél : 01 73 02 19 18 (assistante)
- Monsieur Jean-Louis LARRIEU, Directeur des opérations Isis-Telepac – <u>jean-louis.larrieu@asp-public.fr</u> - Tél : 01 73 02 18 70
− Monsieur Bruno QUAYZIN-FEUVRIER, chef du secteur « Recette des SI » – <u>bruno.quayzin@asp-public.fr</u> - Tél : 01 73 02 18 77

<u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u>
- Monsieur Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC - conseiller recrutement, mobilité et formation - <u>mobilite@asp-public.fr</u> - Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

ODEADOM

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Chef(fe) de service adjoint productions de diversification

N° du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel : 2	**RIFSEEP :** **Attaché d'administration : groupe 2** **IAE : groupe 3**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer – ODEADOM - est l'établissement public administratif, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'agriculture et de l'outre-mer, chargé de l'accompagnement du monde agricole d'outre-mer dans son développement durable, en étroite concertation avec les professionnels. Il est organisme payeur reconnu pour les dépenses de l'Union européenne. Il est compétent pour les territoires des cinq départements d'outre-mer, Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion ; mais aussi des collectivités de Saint-Martin ; Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon. L'éloignement et/ou l'insularité de ces territoires engendrent des conditions de marché très spécifiques, des flux exclusivement par voie aérienne ou maritime, des marchés intérieurs limités, qui influent sur la compétitivité de leurs productions. Ils bénéficient pour la plupart d'un climat tropical ou équatorial qui implique des modes de production très spécifiques et des approches sanitaires propres. Les services de l'Office comprennent 41 personnes installées à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO, l'ONF, de l'IFCE et de l'AgenceBio. Le poste proposé est au sein du service des productions de diversification, constitué de 10 personnes, en charge du suivi des aides à la structuration de l'élevage, aux filières végétales (hors canne et banane), du régime spécifique d'approvisionnement des territoires ultramarins, des importations d'animaux vivants ainsi que des réseaux de références. Le service regroupe à la fois des missions de paiements des aides communautaires et nationales mais aussi de concertation avec les professionnels du secteur et d'expertise.
Objectifs du poste	Le chef(fe) de service adjoint est en charge du suivi des dossiers communautaires, concernant principalement les aides communautaires aux filières végétales, dans le cadre du Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et l'Insularité (POSEI) qui établit les objectifs liés au

<table>
<tr><td></td><td>développement de l’agriculture locale en faveur des RUP.

Il collabore aussi à l’animation du service, à l’organisation du travail et à la supervision des agents. Il implique à ce titre une part de management des agents du service. Il supplée à l’absence de la cheffe de service

Le périmètre du poste est susceptible d’évoluer en fonction des dossiers et de l’actualité.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Le chef(fe) de service adjoint est responsable de la mise en œuvre des politiques communautaires en faveur des filières de diversification végétale notamment.

Dans ce cadre, les missions suivantes notamment lui sont confiées :
- Contribution aux travaux annuels relatifs à l'évolution du POSEI,
- Contribution au suivi du programme et à la rédaction des textes d’application,
- Supervision de la gestion des aides communautaires des filières végétales,
- Suivi des contrôles concomitants et à postériori (C3OP et CICC), ainsi que des contentieux.
- Suivi des adaptations informatiques,
- Préparation et participation aux comités sectoriels « végétal »,
- Suivi des conventions nationales végétales établies avec les partenaires ultramarins.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td>- Direction et ensemble des services de l’ODEADOM,
- Ministère chargé de l’Agriculture : (DGPE),
- Ministère chargé de l’Outre-mer (DGOM),
- Délégation interministérielle à la transformation agricole des Outre-Mer,
- Ministère des Finances (DGDDI,..)
- Services des DAAF Outre-mer
- Professionnels des filières, Organisations de Producteurs, interprofessions.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td><table><tr><th>Savoirs :</th><th>Savoir-faire :</th></tr><tr><td>- Connaissances générales en agriculture,
- Rigueur et méthodologie,
- Capacité rédactionnelle, d’analyse et de synthèse,
- Connaissance de la réglementation communautaire et des règles de gestion,
- Maîtrise des outils bureautiques de base.
- Une connaissance des conditions agricoles ultramarines est appréciée mais non obligatoire.</td><td>- Supervision
- Organisation et planification des tâches
- Bilans, comptes rendus
- Travail en réseau, en équipe
- Autonomie</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td>Madame Laure LACOUR – Cheffe du service Productions de diversification : 01 41 63 19 38
laure.lacour@odeadom.fr

Monsieur Stéphane JORET- Secrétaire général : 01.41.63.19.78
stephane.joret@odeadom.fr

Date limite de candidature : 30 novembre 2020</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Secrétariat Général / Service des Affaires Financières

Chef(fe) unité budgétaire et contrôle interne

N° du poste : 20106	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration de l'état**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation du poste :** Montreuil (93)

Conditions de recrutement :
Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Le poste est rattaché au Service des affaires financières au sein du Secrétariat général. Le service est composé de deux unités (budgétaire/contrôle interne et achats/marchés). Il assure la gestion des crédits de fonctionnement et d'intervention de l'établissement, l'efficience et la régularité des achats par appels d'offres, ainsi que la gestion du schéma pluriannuel (SPSI). L'unité budget à la tête de laquelle le poste est ouvert assure : le pilotage et la gestion des crédits nationaux pilotage et gestion, le suivi et l'actualisation du contrôle interne, la gestion du SI. Elle est composée de 7 agents de catégorie B.
Objectifs du poste	Acteur important de la mise en œuvre du protocole de modernisation financière et comptable, l'agent recruté a en charge la préparation du budget de fonctionnement et d'intervention de FranceAgriMer ainsi que le suivi de son exécution tant en dépenses qu'en recettes. Il assure un suivi budgétaire permettant de garantir la sincérité des données et la qualité des prévisions sur l'ensemble des postes de dépenses en étroite collaboration avec les services de l'établissement afin de mesurer la soutenabilité budgétaire. Il veille à la qualité et à la diffusion de l'information financière au sein de l'établissement. Il assure en outre la consolidation et la cohérence des données budgétaires et financières notamment dans le cadre de la construction et de l'actualisation du budget avec un regard particulier sur le volet immobilier. L'agent contribue enfin au contrôle interne de l'établissement.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Management de l’équipe :
Animer et développer au quotidien les 2 pôles dont il/elle assure la responsabilité hiérarchique directe ;
Veiller au bon fonctionnement sur le plan organisationnel humain et financier : animation des équipes afin de s’inscrire dans une optique de développement et montée en compétences des agents du pôle, mise en œuvre des orientations, hiérarchisation des priorités.
Exécution et suivi des budgets :
Elaborer et concevoir les éléments constitutifs d'un tableau de bord budgétaire ;
Actualiser les documents budgétaires constitutifs du dossier budgétaire présenté en conseil d'administration et lors des opérations de clôture ;
Assurer l'actualisation et la supervision du volet immobilier
Assurer le contrôle qualité des différents éléments budgétaires ;
Assurer l'analyse et la présentation de sujets budgétaires particuliers
Reporting et gestion de projets :
Contribuer au développement d’outils de pilotage et de dialogue de gestion en appui à la préparation budgétaire et au pilotage de l’exécution, …
Concevoir et développer tout tableau de bord de suivi de l’activité
Assurer la gestion fonctionnelle du SI financier et actualisation des outils de pilotages
Contrôle interne:
Actualiser les processus de contrôle interne budgétaire
Effectuer une veille réglementaire pour garantir de manière continue la conformité de l’établissement ;
Veiller au développement et à l’adaptation continue des procédures.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interne FranceAgriMer, ministères, Direction du budget</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise</td></tr>
<tr><td>- Connaissance du fonctionnement des services ainsi que des dispositifs de contrôle interne
- Connaissances réglementaires et budgétaires avérées en matière de gestion budgétaire et comptable publique (GBCP)
- Maitrise d’un logiciel budgétaire et comptable

En tant que de besoin, des formations aux outils métiers peuvent être proposées</td><td>- Animer et encadrer l’équipe
- Respecter les principes du contrôle interne budgétaire
- Capacité d’analyse et de synthèse
- Maîtrise des techniques de communication orale et écrite
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel) et internet
- Se tenir informé des évolutions réglementaires et s’y adapter
- Sens de l’organisation, autonomie, discrétion, rigueur, réactivité, curiosité intellectuelle, esprit d’initiative, capacité à s’adapter à de nouvelles tâches ou procédures</td></tr>
<tr><td>Contraintes du poste :</td><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Alexandre, CENSONI - chef du service affaires financières – tél. 01.73.30.22.28
alexandre.censoni@franceagrimer.fr

Martine PROUST – adjointe au chef du service affaires financières – tél. 01.73.30.24.69
martine.proust@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - chargée d’études recrutement – tél. 01.73.30.22.35
Mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Conditions de travail	FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. L'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action social ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/11/2020

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Office français de la biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	B
Intitulé du poste :	**Chargé d'exécution budgétaire (h/f)**
Affectation :	Direction Générale Déléguée Ressources Direction des Finances Service Recettes-Dépenses
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du chef du service
Résidence administrative :	Auffargis (78)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir soit par : - un fonctionnaire : détachement ou PNA - un contractuel : agent déjà titulaire d'un CDI de droit public ou en CDD de 3 ans (*rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 1 969 € et 2 761 € bruts mensuels).*

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).
Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).
Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Le service Recettes-Dépenses est l'un des cinq services de la Direction des Finances (DF). Il assure les missions de liquidations des dépenses et recettes de l'établissement.

Description du poste :

Activités principales :

- Liquidation des dépenses de fonctionnement, d'investissement et d'intervention,
- Emission des titres de recettes et ordres de reversement liés aux dépenses,
- Assistance et conseil aux services de l'établissement,
- Suivi de l'évolution réglementaire,
- Elaboration de notes concernant le règlement des dépenses

RELATIONS LIEES AU POSTE

Relations internes :

- Les gestionnaires budgétaires des CRB/SO
- L'agence comptable

- Tous les agents de l'OFB

Relations externes :

- Les interlocuteurs de la Direction des Finances (établissements publics, ministères, associations, entreprises etc.)
- Les fournisseurs, prestataires.

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Connaissances :

- Maîtrise de la comptabilité publique, de la réglementation et des éléments du décret GBCP,
- Environnement professionnel (techniques de communication, suite bureautique Office 2016),
- Sirepa GBCP en production, ClickView, Business Intelligence.

Savoir-faire opérationnel :

- Être capable d'alerter sa hiérarchie et de rendre compte,
- Travailler en équipe et en réseau et s'adapter aux différents interlocuteurs,
- Respecter les délais et les procédures. Mettre en forme des documents,
- Faire preuve de rigueur, de logique, d'organisation et de fiabilité.

Savoir-être professionnel :

- Esprit pratique ;
- Capacité à travailler dans des délais contraints ;
- Disponibilité et réactivité ;
- Sens de l'écoute et du dialogue ;
- Confidentialité.

DEPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence **DF-CGBUDGET-F** à **recrutement@ofb.gouv.fr**

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **3 décembre 2020.**

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de la FAO (Rome)

Expert en élevage durable et sécurité alimentaire, nutrition et alimentation saine

Organizational unit: Direction de la production animale et de la génétique (NSAG)
Production et santé animales (NSA)
Ressources naturelles et filière de production durable

Catégorie : A +(équivalent P4)
Cotation parcours professionnel : 2
Date de prise de fonctions souhaitée : 1er mars 2021
Durée d'engagement : 3 ans renouvelable 2 fois 1 an
Date limite de remise des candidatures : le 4 décembre 2020

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Le Comité de l'agriculture (COAG), l'un des organes directeurs de la FAO, fournit des orientations générales et réglementaires sur les questions liées à l'agriculture, l'élevage, la sécurité sanitaire des aliments, la nutrition, le développement rural et la gestion des ressources naturelles. Lors de sa 27ème session en octobre 2020, le COAG a demandé à la FAO de produire des évaluations mondiales complètes et fondées sur des preuves de la contribution du secteur de l'élevage à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à une alimentation saine. À l'échelle mondiale, on estime que les aliments d'origine animale (AOA) représentent 34 pour cent des apports en protéines et 17 pour cent des apports caloriques de l'alimentation. Les AOA sont une source unique de protéines de haute qualité et de vitamines et minéraux essentiels biodisponibles qui sont essentiels au bien-être et à la santé et qui peuvent être difficiles à obtenir uniquement à partir d'aliments d'origine végétale. Malgré l'importance des AOA, des services écosystémiques et d'autres fonctions de l'élevage, le secteur de l'élevage doit résoudre les défis liés à la déforestation, aux changements d'utilisation des terres, au surpâturage, à l'utilisation de l'eau et des terres et à la pollution, à la concurrence pour l'alimentation humaine, aux émissions de gaz à effet de serre, à la résistance aux antimicrobiens, et au bien-être animal. Ces défis sont bien identifiés et quantifiés et nécessitent des changements de pratiques et de politiques publiques soutenus par des investissements ciblés. Cependant, au cours des dernières années, un certain nombre d'études et d'initiatives axées sur la sécurité alimentaire, la nutrition et une alimentation saine n'ont fourni qu'une analyse partielle et ont suggéré des orientations politiques qui ne tenaient pas suffisamment compte des nombreux avantages du secteur de l'élevage. Une évaluation complète et neutre, basée sur des preuves, de la contribution du secteur de l'élevage à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à une alimentation saine en tenant compte des services écosystémiques rendus fournira des orientations systémiques équilibrées aux politiques. Elle permettra aux décideurs de fonder leurs politiques sur des données, des prospectives et des preuves scientifiques ainsi que de favoriser une transformation durable du secteur pour mieux contribuer à lutter contre toutes les formes de faim et de malnutrition.
DESCRIPTION DES RESPONSABILITES ACTIVITES A EXERCER OU DES TACHES A EFFECTUER	Sous la supervision générale du Chef de la Sous-Division de la production animale et de la génétique, et la supervision directe du Coordonnateur de l'évaluation de la contribution de l'élevage à la nutrition et à une alimentation saine, le titulaire sera responsable des activités liées à tous les aspects du développement de l'évaluation. En particulier, le titulaire devra : ▪ contribuer à la planification et à la coordination du processus, notamment en travaillant avec les pays francophones et les différentes parties prenantes; ▪ contribuer à l'analyse des informations obtenues à partir des bases de données existantes, de consultations des parties prenantes et via des études techniques, et

	identifier les besoins de collecte d'informations complémentaires et les sources de ces informations ; ▪ entreprendre des études analytiques sur des questions techniques et politiques spécifiques liées à la contribution du secteur de l'élevage et des aliments d'origine animale à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à une alimentation saine, en tenant compte des trois dimensions de la durabilité ; ▪ contribuer à la rédaction des chapitres de l'évaluation en étroite coopération avec les parties prenantes et les experts techniques ; ▪ contribuer à l'élaboration d'une vision prospective de la place des élevages durables dans les systèmes alimentaires : ▪ contribuer à l'élaboration de support de communication et à la diffusion des résultats de l'évaluation ; ▪ contribuer à la mobilisation de fonds pour les évaluations et à la publication d'une évaluation exhaustive fondée sur des preuves et faisant autorité ; ▪ contribuer à la sensibilisation vis-à-vis de l'évaluation et à ses résultats, et mobiliser les parties prenantes pour contribuer au processus; ▪ organiser et faciliter, au besoin, le renforcement des capacités des parties prenantes, en mettant l'accent sur les pays francophones; et ▪ effectuer au besoin d'autres tâches connexes en relation avec son expertise et les grandes lignes de cette fiche de poste.

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	▪ Diplôme universitaire supérieur en sciences animales, sécurité alimentaire et nutrition, économie agricole, statistiques ou discipline connexe ▪ Expérience pertinente dans le développement durable de l'élevage, y compris au sein des pays en développement ou de pays en transition ▪ Connaissance des questions de durabilité liées notamment au secteur de l'élevage, à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à une alimentation saine ▪ Excellente connaissance de l'analyse statistique et de la présentation graphique d'informations complexes ▪ Excellente connaissance et expérience de l'utilisation de jeux de données numériques et textuels complexes, de bases de données et du package Windows Office ▪ Expérience de travail multisectoriel et pluridisciplinaire ▪ Expérience à l'international souhaitée	• Aptitude avérée à synthétiser des résultats de recherche pertinents • Communiquer, partager des connaissances • Autonomie • Efficacité (obtention de résultats, respecter les délais) • Aptitude à mobiliser des ressources, établir des partenariats • Excellentes compétences en communication orale et écrite sur des questions techniques en français et bonnes compétences en communication en anglais
PERSONNES A CONTACTER	**Françoise SIMON – Sous Directrice International** **francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr** **Isabelle OUILLON - Chef du BMSA -** Tél. : 01 49 55 48 66, **isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr** - Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Aliocha Nguyen – DGPE – Chargé de mission réseau international aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr	